

Rentrée scolaire : déjà une mauvaise note pour la Région

La rentrée scolaire ce lundi 1er septembre de l'ensemble des lycéen·nes d'Auvergne-Rhône-Alpes arrive dans un contexte où les choix politiques de la Région, loin des besoins réels des établissements et de la communauté éducative, ne résoudront en rien leurs difficultés financières et matérielles.

L'année scolaire s'était conclue en juin dans des conditions caniculaires pour les élèves, enseignant·es et personnels. Pendant les épreuves du baccalauréat, la température dépassait les 35 degrés dans les salles de classe de plusieurs établissements, impactant les capacités de travail. De nombreuses remontées de terrain nous ont été faites dans ce sens, mettant en cause le manque de travaux et la vétusté du bâti mais aussi l'accompagnement quasiment inexistant de la collectivité régionale.

La rentrée risque d'être tout aussi bouillante avec une nouvelle fois des moyens financiers très réduits octroyés par la Région aux lycées publics. Les conséquences sont multiples : non-remplacement des agents et recours à l'externalisation, retards dans les travaux sur le bâti et finalement, moins de moyens pour les projets éducatifs.

Dans le même temps, l'harmonisation des tarifs des transports scolaires entraîne la fin de la gratuité dans les départements où elle était en œuvre (Allier, Ain, Ardèche et Drôme). Ce sera donc 120 euros, par élève, qui vont peser sur le budget des familles, y compris celles aux revenus modestes et avec plusieurs enfants. À l'instar du gouvernement Bayrou que le parti de Laurent Wauquiez soutient, l'exécutif régional se soucie peu du pouvoir de vivre des familles modestes à qui on demande toujours plus de sacrifices.

En revanche, l'argent n'est pas un problème quand il s'agit de surfer sur l'actualité à grand renfort de communication avec notamment le projet d'installation de scanners aux entrées des lycées ou l'expérimentation du port de l'uniforme. **Le deuxième budget régional mérite mieux qu'une vision court-termiste, fondée sur les effets d'annonce, la surenchère sécuritaire et le détricotage méthodique du service public de l'éducation.**

Avec des contraintes budgétaires liées au manque de dotation régionale, dont cinq lycées qui n'ont pas pu boucler leur budget l'an dernier, nous espérons que la Région considérera mieux ses lycéens et lycéennes. **Nous devons leur donner les moyens d'étudier dans de bonnes conditions car une Région qui délaisse sa jeunesse n'a pas d'avenir.**